

Actions collectives sur l'accès aux droits dans les locaux de l'association

Le contexte

C'est dans le cadre du groupe de travail OPAH- RU qui réunit des professionnels du CDAS de la Rive Droite et du DSU que les associations ont signalé que les personnes ne faisaient plus valoir leurs droits sociaux. Le non recours est l'un d'un volet du plan pluri-annuel contre la pauvreté et pour l'insertion sociale, aussi les travailleurs sociaux pour répondre aux besoins des accueillis et pallier les difficultés à aller dans les bureaux ont décidé, fin 2015, de venir à Entraide et Amitié rencontrer un public qu'ils ne voient plus.

Un questionnaire pour connaître les besoins

Les actions du premier semestre ont permis de connaître les besoins précis des droits et services dont les accueillis d'Entraide et Amitié ne bénéficiaient pas alors qu'ils pouvaient y prétendre. 55 questionnaires ont été remplis à l'Association et les résultats de l'enquête établis.

Au second semestre, les travailleurs sociaux ont décidé de partir des besoins exprimés et recensés et de venir en immersion dans les locaux d'Entraide et Amitié en excluant de réunir les usagers autour d'une table mais en s'adaptant au fonctionnement de l'association pour ne pas modifier l'organisation et le rythme habituel des accueillis.

Des interventions pour apporter des réponses concrètes

Le but des interventions est apporter des informations sur l'accès aux droits : santé, accès au logement, CMU/CMUC, économies d'énergie, prestations sociales (RSA, AAH, tutelle),...

Des réponses concrètes ont été apportées, d'autres sont en cours d'élaboration et aboutiront en 2017.

Actions réalisées:

- Vendredi 21 octobre, animation sur l'eau et les économies d'eau : intervenants Eau du Ponant et les PIMM'S pour une animation ludique et partagée.
- Jeudi 3 novembre : permanence des animateurs de la PLUME : aide aux courriers pour l'Administration.
- Jeudi 1er décembre : animation pendant le déjeuner de l'association INFINI, médiathèque des 4 moulins, aide à l'usage d'Internet.
- Les 8 et 14 septembre présentation et invitation au bilan de santé par l'infirmière du centre d'examen de santé de la CPAM (inscription et organisation pour des RDV planifiés pour les accueillis d'Entraide et Amitié).
- Passages réguliers des PIMM'S qui viennent d'ouvrir un bureau d'accueil aux 4 moulins (l'ancienne Poste)
- Préparation de panneaux informatifs (utilisation de pictogrammes) par les travailleurs du CDAS, pour affichage dans le couloir d'Entraide et Amitié, mise à disposition de documentation sur l'accès aux droits, logement, santé, tarifs sociaux...
- Formation des bénévoles de l'association sur l'usage du portail infosociale créé par et pour les travailleurs sociaux et qui sera ouvert pour partie, à court terme, au public: www.infosocialefinistere.fr



Toutes ces initiatives ont été bien accueillies par les usagers, pas ressenties comme intrusives dans leur lieu familial. Beaucoup de participants ont témoigné leurs intérêts et fait part de leur satisfaction concernant la démarche de venir à leur rencontre. Ces expériences 2016 sont à promouvoir, à renouveler,... tant les besoins d'information, d'écoute et de conseil sont importants pour ces personnes seules fréquentant Entraide et Amitié où il n'y a que peu de familles et d'enfants (sauf ceux des migrants).

Les dispositifs de droits communs sont propres aux français. Entraide et Amitié apporte une aide aux demandeurs d'asile. L'association participe aux réseaux brestois spécifiques migrants : Accueil dans la dignité et SOLAMI (solidarité logement et accompagnement aux migrants).

Je soutiens l'action d'Entraide et Amitié

association qui fournit gratuitement une aide alimentaire aux personnes en difficulté

NOM Prénom _____

Adresse _____

Montant de votre **DON** : _____ euros

Paiement par chèque à l'ordre d'Entraide et Amitié 5 rue Armorique 29200 Brest

Un reçu fiscal vous sera adressé (75% du montant est déductible de votre impôt)

Expert-comptable de l'association cabinet Cellierier 15 rue La Gravière 29200 Brest

Aides publiques de fonctionnement: la ville de Brest, le Conseil général, l'Etat(DDCS)